

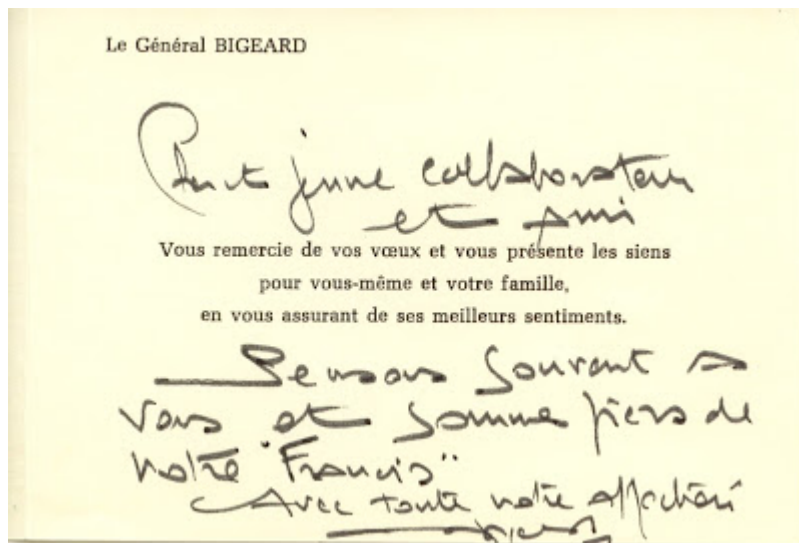
# Dans le pays de Jeanne d'Arc, Cazeneuve vire les gendarmes et installe des migrants



**La maison où Jeanne d'Arc est née, voici 603 ans, dans le canton de Coussey, au Sud des Vosges.**

Rien ne va plus dans le Saintois, terre de Maurice Barrès et de Jeanne d'Arc, terre patriotique où les ministres Christian Fouchet, Marcel Bigeard, Nadine Morano étaient députés, où au début des années 80, à 22 ans, j'ai fait mes premières armes en qualité d'élu local à Vitrey (à 10 kilomètres de Tantonville) et de vice-président du Syndicat intercommunal des eaux de Pulligny, structure chargée d'alimenter en eau 39 communes adhérentes et 3 communes clientes. Hollande, Valls et R2 D2 Cazeneuve ont choisi ce secteur du Sud de la Meurthe et Moselle et des Vosges pour y déverser des dizaines de migrants, en pleine campagne, loin de toute structure d'encadrement, sans concertation préalable avec les élus locaux, placés devant le fait accompli par les « princes roses » qui prétendent gouverner la France. Et aujourd'hui,

plus de Jeanne d'Arc pour repousser ceux que les habitants et élus du cru appellent les « envahisseurs ».



Dans cette France profonde à une heure de Verdun, à quelques minutes de Domrémy la Pucelle, village où Jeanne d'Arc est née voici 603 ans, la plupart des habitants vivent « cette invasion imposée » comme un affront. Ayant participé à la construction de cette région au début des années 1980, en donnant des centaines d'heures de mon temps pour amener l'eau courante dans les foyers des communes, avec Georges Canel, Marc de Beauvau-Craon (dernier descendant en ligne directe d'Henri IV, élu à Haroué), pour construire des châteaux d'eau, pour irriguer les terres agricoles, avec mon mentor, le Général Marcel Bigeard, alors député de cette région, avec qui

nous avons créé l'association « Vivre au Xaintois », pour défendre son patrimoine historique et sa qualité de vie, je comprends et partage la colère des habitants de Tantonville, Coussey, Domrémy, Pexone, qui redoutent une perte d'identité.



6

janvier 2012, le chef de l'Etat rend hommage à Jeanne « à qui la France doit sa liberté et sa grandeur », dans sa maison, à Domrémy, au cœur du canton de Coussey... Nicolas Sarkozy va-t-il défendre les héritiers de Jeanne d'Arc, aujourd'hui menacés ?



Beaucoup attendent une réaction des ténors nationaux, du moins

de ceux qui affichent une fibre patriotique. Car, le 6 janvier 2012, pour le 600<sup>ème</sup> anniversaire de la naissance de Jeanne d'Arc, le président de la République Nicolas Sarkozy déclarait à Coussey-Domrémy «En tant que chef de l'Etat, je me devais de rendre aujourd'hui, ici, sur sa terre de naissance, cet hommage solennel que la France rend à ceux auxquels elle doit sa liberté et sa grandeur», en associant la commune de Vaucouleurs, où elle a lancé sa campagne victorieuse contre les Anglais en 1429”.

Ce jour là, Nicolas Sarkozy avait visité la maison natale de l'héroïne mais aussi la chapelle de la commune accompagné pour l'occasion de plusieurs ministres – Nadine Morano (Apprentissage), Frédéric Mitterrand (Culture) et Gérard Longuet (Défense) – et de certains de ses conseillers, dont Patrick Buisson et Camille Pascal. «C'est un grand événement, avait confié le président de la République. Le 600<sup>e</sup> anniversaire, ce n'est pas tous les jours.» Interrogé sur la polémique que pourrait provoquer cet hommage, le chef de l'Etat avait rétorqué : «Si je n'étais pas venu, qu'est-ce qu'on aurait dit ?». A cette époque, nul n'imaginait que des dizaines de migrants allaient être installés, par l'Etat, au pied de la maison de Jeanne d'Arc et de la Basilique de Domremy la Pucelle !

Personne n'aurait imaginé la venue d'autres dizaines de migrants au pied de la colline de Sion et des ruines du château fort de Vaudémont, dans un château réquisitionné sur la paisible commune de Tantonville, commune du Saintois, à 25 km de la commune de Coussey, elle-même distante de 4 km de la basilique de Domremy la Pucelle, village natal de Jeanne d'Arc.

Au pays de Jeanne d'Arc, l'arrivée des migrants s'est jouée en trois actes.

## **Coussey Acte 1**



R2D2, alias Bernard Cazeneuve ferme la brigade de gendarmerie de ce chef lieu de canton des Vosges, longtemps dirigé par le conseiller général Raymond Beigue (Maire de [Maxey-sur-Meuse](#) de 1947 à 1974 et conseiller général du canton de Coussey de 1970 à 1985) un instituteur-apiculteur « issu de la Résistance », ayant participé, fusil à la main, aux combats contre les nazis pour la Libération de Neufchâteau en 1944. Aujourd'hui, le grand résistant Raymond Beigue qui a tant donné, pendant 15 ans, pour moderniser le canton de Coussey, subventionnant la construction de la gendarmerie, doit se retourner dans sa tombe !

Le ministère de l'Intérieur justifie cette fermeture « par une réorganisation opérationnelle des moyens ». Les élus locaux sont mis devant le fait accompli. Silence dans les rangs, « votez à gauche pour les régionales, obéissez aux préfets », c'est la rhétorique de R2 D2 Cazeneuve.

**Coussey Acte 2**



R2D2 via la Préfecture d'Epinal réquisitionne, sans concertation, les locaux vides de la gendarmerie de Coussey (locaux appartenant à la mairie) pour y loger 15 migrants de Calais en remplacement des 4 gendarmes. Au nom de la loi bien sûr !

<http://www.vosgesmatin.fr/edition-de-la-plaine/2015/11/11/vosges-bernard-adam-maire-de-coussey-se-sent-trahi>

Bernard Adam, le maire de Coussey indique aux médias qu'il « se sent trahi... »

**Coussey Acte 3**



**Le maire de Coussey Bernard Adam se sent trahi (capture d'écran du site internet Vosges Matin).**

Aucun vote au Conseil Municipal, « informé, placé devant le fait accompli, mais pas consulté ». Une partie des conseillers municipaux démissionnent en protestation contre cette « décision imposée »

<http://www.vosgesmatin.fr/societe/2015/11/10/vosges-des-elus-du-conseil-municipal-de-coussey-demissionnent-avant-l-arrivee-de-quinze-refugies-ce-mardi>

Tandis qu'une quinzaine de réfugiés en provenance de Calais doivent investir l'ancienne gendarmerie de Coussey, des voix de plus en plus fortes s'élèvent contre cette décision

unilatérale.

Trois élus municipaux ont déjà fait savoir qu'ils allaient rédiger leur lettre de démission. « Contrairement à ce que l'on pourrait faire penser, nous n'avons pas tous le même point de vue », explique cet élu qui devait envoyer sa missive de renoncement à sa participation à la vie municipale ce lundi. En cause : la forme davantage que le fond ; la manière de procéder donc.

Les élus affirment en effet avoir été prévenus « d'urgence » ce dernier vendredi après-midi qu'une réunion d'information se tiendrait le soir même : « Non pas pour demander notre avis , reprend l'élu démissionnaire mais pour nous informer que l'on n'avait pas le choix, que cette décision était imposée par les services de l'Etat » précisent une partie des démissionnaires au quotidien issu de la Résistance La Liberté de l'Est devenu « Vosges Matin », après son rachat par l'Est Républicain et le Crédit Mutuel.

Comme dans le cas de Tantonville (où l'ancien maire et sénateur suppléant (Parti Républicain) André Colas doit lui aussi se retourner dans sa tombe), avec 37 migrants imposés au Château du village en quelques secondes, ou de Pexone, en Meurthe et Moselle, plusieurs élus de Coussey déplorent : « Nous nous sommes fait interpellé et prendre à partie par des parents d'élèves devant l'école ce lundi. La population est divisée. Or nous n'avons pas eu notre mot à dire. On n'a même pas eu la possibilité de s'exprimer. Ce n'est pas le fait d'être pour ou contre qui motive notre décision mais l'impossibilité de nous exprimer librement. C'est une bombe à retardement ! Sur un sujet aussi sensible, on aurait dû faire autrement. On n'est plus en démocratie. »





Riksar

www.delcampe.net

Tandis que deux camionnettes s'affairent à délivrer du matériel dans l'enceinte de l'ancienne gendarmerie où se trouvent quatre pavillons, certains riverains, sous couvert de l'anonymat, ne décolèrent pas. « Il y en a ras-le-bol maintenant ! Je suis plus qu'en colère. Les gens ont peur », entend-on au village.

Car la situation de Coussey, enclavé dans le Sud des Vosges, est identique à celle que décrit Serge Petitdant, maire de Tantonville : « On n'est pas raciste, mais ce n'est pas possible. Les gens ont peur. Il y a des risques. Le week-end, comment vont-ils s'occuper ? Qu'est-ce qui va se passer en cas de bagarres ? Quel va être l'appui de la gendarmerie ? Et pour les transports, comment vont-ils faire ? Il n'y a que trois bus par jour pour aller à Nancy... »

La plupart des élus concernés, qu'ils soient de gauche ou de droite, ont l'amère impression d'avoir « été pris pour des cons ». Difficile de leur donner tort. Désormais, le Saintois et le Sud des Vosges constituent deux nouvelles régions de

France où Hollande, Valls, R2 D2 Cazeneuve ne sont plus les bienvenus à moins d'un mois des élections régionales.

**Francis GRUZELLE**

**Carte de Presse 55411**

**Lire aussi ces articles qui constituent un complément d'information :**

<http://ripostelaique.com/exclusif-la-jeanne-darc-kurde-reem-hassan-est-tombée-en-heros-face-a-daech.html>

<http://ripostelaique.com/intolérable-les-intégristes-égyptiens-utilisent-la-france-comme-base-arrière.html>

<http://ripostelaique.com/comment-lambassadrice-de-bachar-a-ridiculise-les-bras-casses-hollande-fabius.html>

<http://ripostelaique.com/surnomme-r2d2-l'employé-de-banque-caze-neuve-naurait-jamais-du-finir-a-l'intérieur.html>